



Canadian  
Institute of  
Actuaries



Institut  
canadien  
des actuaires

# Rapport annuel 2020-21

Ensemble, séparés

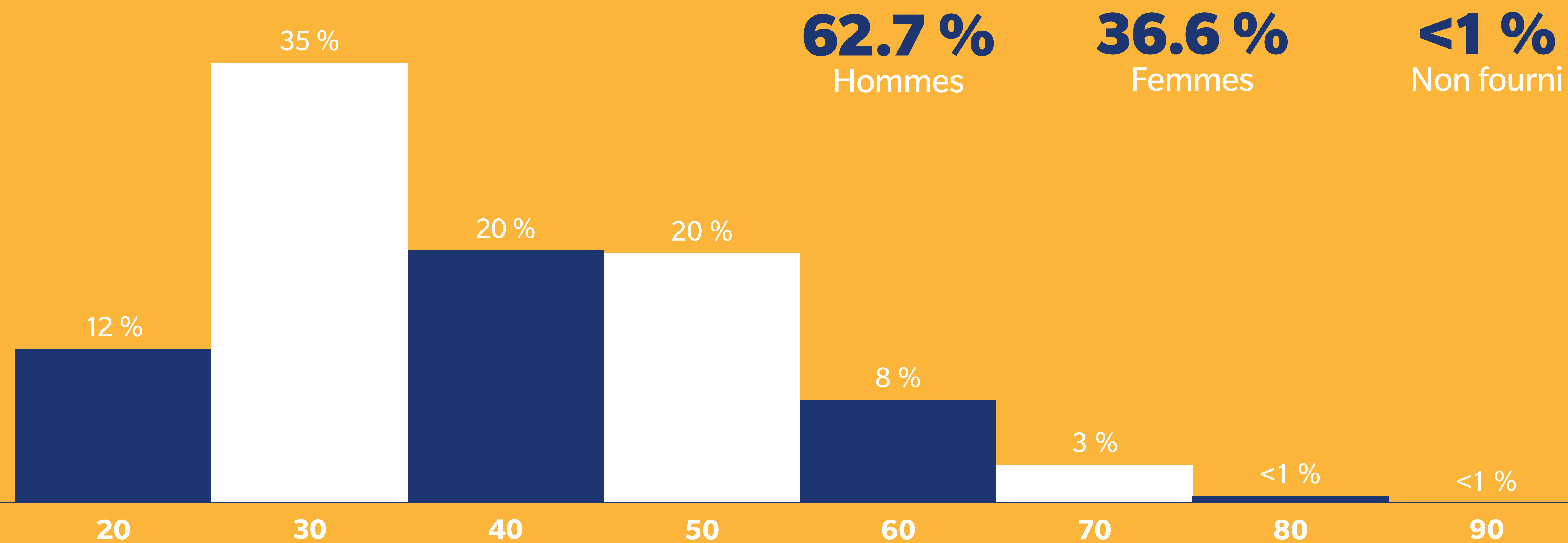




# L'ICA en nombres 2020-21

Nos membres (6065)

■ FICA (4193) ■ AICA (1849) ■ Affiliés (9) ■ Correspondants (14)



Bénévoles  
**813**

Rôles de présidence  
**139**

Groupes bénévoles  
**100**

Bénévoles nouvellement recrutés  
**116**



## Publications de l'ICA

**Énoncés  
publics**

**1**

**17 MÉMOIRES**

**Épisodes de  
balados**

**44**

**Documents de  
recherche**

**20**

**2600 TÉLÉCHARGEMENTS**

**34 DOCUMENTS EN  
COURS DE RÉDACTION**

**Matériel  
d'orientation**

**40**

**documents de  
pratique**



# Une année pandémique qu'on n'est pas près d'oublier

Pendant la dernière année, nous avons vécu une pandémie qui a touché toute la planète. Elle a bouleversé nos façons de vivre, de travailler, d'apprendre et de nous réunir. Les confinements et les perturbations ont donné lieu à un contexte économique incertain marqué par un taux de chômage élevé, des fermetures d'entreprises et de nombreuses familles en difficulté.

La pandémie a aussi eu pour effet d'exacerber d'autres tendances plus profondes, depuis les difficultés liées à la retraite et les inégalités de revenu, jusqu'aux inégalités systémiques et à la difficulté d'accès aux soins de santé. Elle a coïncidé avec une vague mondiale de protestations historiques en faveur de la diversité et de l'inclusion, laquelle s'est accompagnée d'importants bouleversements et tumultes politiques qui sont venus nous rappeler à quel point la démocratie peut être vulnérable et précieuse.

Malgré ces difficultés, l'ICA est demeuré solide grâce au soutien de ses bénévoles formidables, de son Conseil d'administration de confiance et de son personnel dévoué.

## L'ICA A SU RELEVER LE DÉFI DEVANT LA COVID-19

L'ICA a suivi et continue de suivre de près la situation de la COVID-19 et a travaillé de concert avec les autorités sanitaires concernées ainsi qu'avec ses partenaires afin de protéger la santé et la sécurité de ses membres et de son personnel.

Dès le début de la pandémie, le siège social de l'ICA était déjà bien organisé pour mettre en œuvre un plan de télétravail sans trop perturber les activités dans l'ensemble. L'Institut a adopté des systèmes de communications internes et externes plus efficaces et a augmenté la fréquence des réunions du personnel en mode virtuel afin de maintenir l'engagement en période de télétravail. Les membres du personnel ont aussi accès à un programme d'aide aux employés offrant divers services, dont des programmes de mieux-être, de soutien en santé mentale et de services à la famille.





De plus, pendant l'été, l'équipe des ressources humaines du siège social a travaillé à l'élaboration de plusieurs initiatives afin de préparer la réouverture progressive du siège social. On a notamment élaboré une politique relative aux pandémies et une procédure administrative relative à la COVID-19, et assuré l'approvisionnement en équipement de protection individuelle. Les membres du personnel ont également suivi une formation en matière de santé et de sécurité et de procédures liées à la COVID-19.

En dépit de la pandémie, nous avons conçu et mis en place des plateformes virtuelles efficaces aux fins de nos activités de perfectionnement professionnel continu (PPC) et de nos programmes éducatifs visant la qualification. Nous avons publié un énoncé de politique de classe mondiale relatif à l'assurance médicaments, instauré de nouvelles façons de mobiliser et de reconnaître nos bénévoles de manière concrète, et mis en œuvre d'importantes modifications en matière de gouvernance. Nous avons aussi mis en place des stratégies visant à favoriser la diversité, l'équité et l'inclusion au sein de notre profession, dont la mise en œuvre offrira des avantages à long terme.

Nous avons, en outre, créé un carrefour destiné au contenu relatif à la COVID-19, dans lequel nous présentons des articles, des analyses et des ressources pertinentes pour la pratique actuarielle en lien avec la pandémie. Par ailleurs, afin d'appuyer les actuaires dans l'évaluation de l'incidence de la COVID-19 sur leur pratique, l'ICA a organisé une série de webémissions sur la question en avril et en mai 2020.


« À plus petite échelle, je suis très fier de la façon dont notre équipe dévouée de bénévoles et de personnel s'est mobilisée afin d'unir la communauté actuarielle canadienne », indique Michel Simard, directeur général de l'ICA. « Dès les premiers jours de la pandémie mondiale, nous avons rapidement su réaménager la prestation de nos programmes et services afin de répondre aux besoins de nos parties prenantes. »

## LE SPECTACLE DOIT CONTINUER

Le service de l'éducation de l'ICA a été particulièrement affecté par la COVID-19, et ce, dès l'annonce d'une pandémie d'envergure mondiale. Il a agi rapide-



**Le Conseil d'administration de l'ICA reste connecté au moyen de réunions virtuelles.**



**« La pandémie a démontré l'importance d'assurer une gestion adéquate des risques. Nous nous trouverons bientôt en période d'après-pandémie, et les experts en gestion des risques auront un rôle important à jouer. »**

– Michel St-Germain, FICA, président de l'ICA



ment afin de conseiller le Conseil d'administration à l'égard du report et de l'annulation des contrats avec les fournisseurs externes, notamment les hôtels, les lieux de réunion et confrenciers, de manière à réduire au minimum les conséquences financières pour l'Institut. Il s'est penché sur la refonte de tous les programmes d'éducation et de perfectionnement professionnel afin de pouvoir assurer leur prestation en ligne, et a trouvé de nouveaux fournisseurs à cette fin.

« Nous avons exploité la technologie en place et travaillé en étroite collaboration avec nos partenaires bénévoles de tous les échelons de l'organisation afin d'assurer une prestation sans heurts et sans compromis sur la qualité du contenu ou de l'expérience des participants », explique Alicia Rollo, directrice, éducation et affaires internationales à l'ICA. « L'ampleur de ce qu'a réussi à accomplir notre petite équipe ingénieuse et résiliente est impressionnante. Les changements auxquels a donné lieu la COVID-19 auront des effets positifs permanents sur les modes de prestation de nos programmes d'éducation et de perfectionnement professionnel. »

## UN MANDAT PRÉSIDENTIEL HORS DU COMMUN

Michel St-Germain, président de l'ICA, a vécu une expérience présidentielle hors du commun limitée par la pandémie, mais a tiré le meilleur parti possible de cette nouvelle normalité. « Comme plusieurs, j'ai dû m'isoler avec ma conjointe, sans contacts avec mes enfants et petits-enfants. Mais ce manque de contacts en personne a été remplacé par de nombreuses séances Zoom avec notre présidente désignée et notre président sortant, les membres du Conseil d'administration, le personnel du siège social et les nombreux bénévoles. Je tiens à les remercier tous de leur soutien et de leur dévouement envers la profession. Je sais que pour bon nombre d'entre nous, le travail à la maison sans contacts avec nos amis, avec les membres de notre famille et avec nos collègues a été difficile. »

Michel a aussi salué le soutien continu qu'a assuré l'ICA aux actuaires dans leurs responsabilités, ainsi que son indéfectible souci de protéger l'intérêt public. Les sociétés d'assurance ont continué à jouer leur rôle et à assumer leurs risques. Les régimes de retraite sont bien gérés et les Canadiens peuvent

compter sur cette source de revenus à la retraite. Les organismes de réglementation ont aussi bénéficié des conseils des actuaires.

Il souligne que « la pandémie a démontré l'importance d'assurer une gestion adéquate des risques. Nous nous trouverons bientôt en période d'après-pandémie, et les experts en gestion des risques auront un rôle important à jouer. Les taux d'intérêt sont impossibles à prévoir. » Il prédit que « la technologie bouleversera la distribution des produits financiers. Les Canadiens modifieront leurs habitudes de travail et le système financier devra s'adapter et compter sur les actuaires. »

## MESSAGE D'ESPOIR

L'héritage que laissera la COVID-19 dans notre société sera durable. Cette pandémie nous a permis de prendre conscience de la complexité de nos liens et de notre interdépendance, entre nous et avec notre planète et ses écosystèmes vivants. Cette rude année a toutefois présenté des signes d'espoir, de bienveillance et de solidarité. Nous avons vu des entreprises faire preuve d'innovation pour maintenir la circulation des aliments et des produits au cours des vagues successives de confinement. Nous avons soutenu des organismes sans but lucratif et des entreprises locales qui ont assuré des services aux personnes dans le besoin, et plusieurs vaccins ont été élaborés en un temps record grâce à la collaboration internationale.

Michel Simard nous laisse ce message d'espoir : « Retenons les leçons que nous a enseignées la COVID-19 : sachons préserver et savourer les précieux moments passés avec nos proches, notre famille, nos amis et nos collègues. La vie continue. Il convient de toujours se rappeler que nous sommes plus forts et plus performants lorsque nous sommes unis et qu'ensemble, nous saurons relever les défis qui se présenteront à nous. »

« Dès les premiers jours de la pandémie mondiale, nous avons rapidement su réaménager la prestation de nos programmes et services afin de répondre aux besoins de nos parties prenantes. »

– Michel Simard, directeur général de l'ICA



# Une éducation qui s'adapte à une profession en évolution

L'année 2020 a mis la vie sur pause sur le plan professionnel, économique et social, et a ainsi révélé notre résilience collective, mais également l'importance de rester en contact.

Nous sommes nombreux à pouvoir témoigner du fait que l'adaptation des processus dans le cadre d'une pandémie mondiale n'a pas été une mince tâche. Il a fallu user d'une démarche mesurée et patiente, faire preuve de créativité dans l'application et faire fi des méthodes habituelles pour nous adapter aux circonstances présentes.

## ENSEMBLE, SÉPARÉS

*Ensemble, séparés*, voilà le thème qui a régi la conduite des affaires et des vies de bien des gens au cours de la dernière année.

Ayant la sécurité comme préoccupation première, l'Institut a vite adopté le mode virtuel aux fins de ses réunions, séances de formation et activités de perfectionnement professionnel.

Le Congrès [act20](#), événement annuel phare de l'ICA, en est l'un des principaux exemples. Prévu à l'origine en juin, [act20](#) s'est tenu du 3 au 18 novembre. Il comportait plus de 40 séances, 110 conférenciers et 400 participants, et a offert aux membres une occasion sans risque d'entrer en contact et d'acquérir des apprentissages.

Bien que la COVID-19 soit demeurée le sujet du jour, la Commission sur l'éducation permanente s'est efforcée de concevoir un programme varié sur le plan du contenu, de la pertinence et de l'ampleur. Des séances dirigées par des experts ont abordé toute une gamme de sujets, de la norme IFRS 17 et du rôle de l'actuaire, jusqu'aux répercussions potentielles du cannabis et du vapotage, et plus encore.

« Il y a eu beaucoup de défis à relever pour créer un programme virtuel, allant du nombre de séances à offrir en une journée à la façon de maintenir le sentiment d'assister à un congrès annuel », affirme Carol Murphy, présidente de la commission. « Il y avait également des difficultés à équilibrer le contenu de la COVID-19 avec une variété d'autres sujets qui étaient également pertinents. Je pense que nous avons pu relever ces défis et proposer un programme d'actualité intéressant. »

Sur une période de trois semaines, nos conférenciers d'honneur, Alex Benay, ancien dirigeant principal de l'information du gouvernement du Canada, Dan Gardner, auteur de *Superforecasting: The Art and Science of Prediction*, et Anthony McLean, champion du leadership et de la santé mentale, ont offert des présentations dynamiques sur la conquête de la perturbation, la prévision de l'avenir et la réflexion critique sur les préjugés inconscients et les microagressions.







Grâce à notre nouvelle formule virtuelle, les séances du Congrès act20 ont été enregistrées et offertes pendant une durée limitée à la suite de l'événement sur la plateforme virtuelle et sont maintenant accessibles à tous les membres sur le site Web.

Dans le but de permettre aux candidats de ne pas prendre de retard dans leurs plans de qualification, l'Institut a aussi pris rapidement la décision d'offrir en ligne le Cours orienté vers la pratique (COP) et l'Atelier sur le professionnalisme, lesquels accueillent respectivement 157 et 259 participants dans l'ensemble des séances.

« J'ai été ébahi par l'efficacité avec laquelle l'ICA a été en mesure de passer en mode virtuel », mentionne un participant au COP. « J'ai trouvé formidables les salles de réunions dans Zoom et, bien qu'il y ait eu beaucoup de temps d'écran, l'expérience a dépassé mes attentes. »

Dans le cas des colloques, celui sur l'expertise devant les tribunaux a été le premier à se tenir en mode virtuel, et ce, dès le 28 mai. Offert sous la forme d'une [série de webémissions](#), le colloque, animé par Amelia Burns, FICA, et par des invités spéciaux, comportait une discussion portant sur les tendances de l'industrie, des perspectives professionnelles et des mises à jour des commissions.

## RÉPONDRE À VOS BESOINS EN MATIÈRE DE PPC

Les membres de l'ICA comptent sur les événements et les colloques portant sur leur pratique pour satisfaire aux exigences visant le perfectionnement professionnel continu (PPC). Aussi, les restrictions imposées l'an dernier posaient un défi supplémentaire. Pour cette raison, notre stratégie a donc été de combler les lacunes plutôt que d'attendre qu'elles se comblerent d'elles-mêmes.

Visant en premier lieu l'accessibilité, nous avons innové en créant des ressources et des occasions permettant aux membres d'acquérir des heures de PPC de manière efficace et en toute sécurité depuis leur domicile.

[Les enregistrements archivés des réunions et des webémissions](#) nous ont rapidement permis d'atteindre cet objectif. Qu'ils aient cherché à rafraîchir leurs connaissances sur un sujet donné ou à prendre connaissance du contexte relatif à des enjeux actuels, les membres avaient facilement accès à de nombreuses heures de matériel de l'ICA.

La plateforme d'apprentissage en ligne de l'ICA nous a également porté secours. Mis en ligne le 1<sup>er</sup> janvier 2020, cet outil permet aux membres de parcourir à distance le module obligatoire sur le professionnalisme dans le cadre d'un amalgame d'autoapprentissage et de ressources en ligne. Notre bibliothèque d'études de cas axées sur le professionnalisme en constante expansion a permis aux membres de mettre à l'épreuve leurs connaissances des Règles de déontologie et de les appliquer à des scénarios précis.

Bien que nous espérions reprendre un jour les réunions en personne, le mode virtuel a permis d'accroître notre capacité de joindre un éventail d'auditoires plus diversifiés. À mesure que d'autres possibilités virtuelles s'ajouteront à notre [liste d'événements](#), nous tiendrons nos membres au courant, engagés et, surtout, connectés.

## RETOUR EN CLASSE

La COVID-19 a eu des conséquences énormes pour les universités et pour leurs étudiants. Les trimestres planifiés avec soin sont passés en mode virtuel en raison de la fermeture des campus et des résidences, et les évaluations ont dû être effectuées numériquement.

Comme bien d'autres, les partenaires de l'ICA en éducation et les universités agréées ont dû surmonter d'innombrables défis et travailler d'arrache-pied pour permettre aux étudiants de terminer leur année scolaire en respectant les [normes relatives au Programme d'agrément universitaire \(PAU\)](#).

Instauré en 2012, le PAU de l'ICA, qui comprend onze universités canadiennes, permet aux candidats d'obtenir des crédits à l'égard d'un maximum de six examens (P/1, SRM, FM/2, IFM/3F, LTAM et STAM) en vue de la qualification aux titres d'AICA et de FICA, pourvu qu'ils obtiennent les notes minimales établies par l'ICA.

À ce jour, l'ICA a accordé près de 1 100 crédits d'examen à plus de 650 candidats.

Dès le début de la pandémie, l'Institut a pris des mesures afin d'appuyer les universités agréées dans la conception d'un cadre adapté permettant d'assurer la continuité du programme et d'en maintenir la rigueur. Le passage aux examens universitaires en ligne à la mi-mars a donné lieu à de nouvelles considérations.

Dans le cadre d'un dialogue soutenu, les universités agréées ont tenu l'ICA au courant des mesures prises pour assurer la couverture des programmes d'études et résoudre les préoccupations relatives au maintien de l'intégrité académique. En exploitant les capacités de la technologie de pointe pour procéder aux évaluations, les universités ont eu recours à des plateformes d'examen pour modifier ou permuter les questions et faire passer les examens selon un horaire fixe avec horodatage.

En septembre, la menace d'une deuxième vague a anéanti tout espoir d'un retour à la normale. Les universités ont d'emblée continué à peaufiner la planification des cours offerts.

Un peu déroutées, les universités agréées ont fait appel à l'Institut afin de connaître les [pratiques privilégiées par l'ICA](#) en matière d'examens à distance dans le contexte de l'agrément, une démarche qui a été bien accueillie par les partenaires de l'ICA.

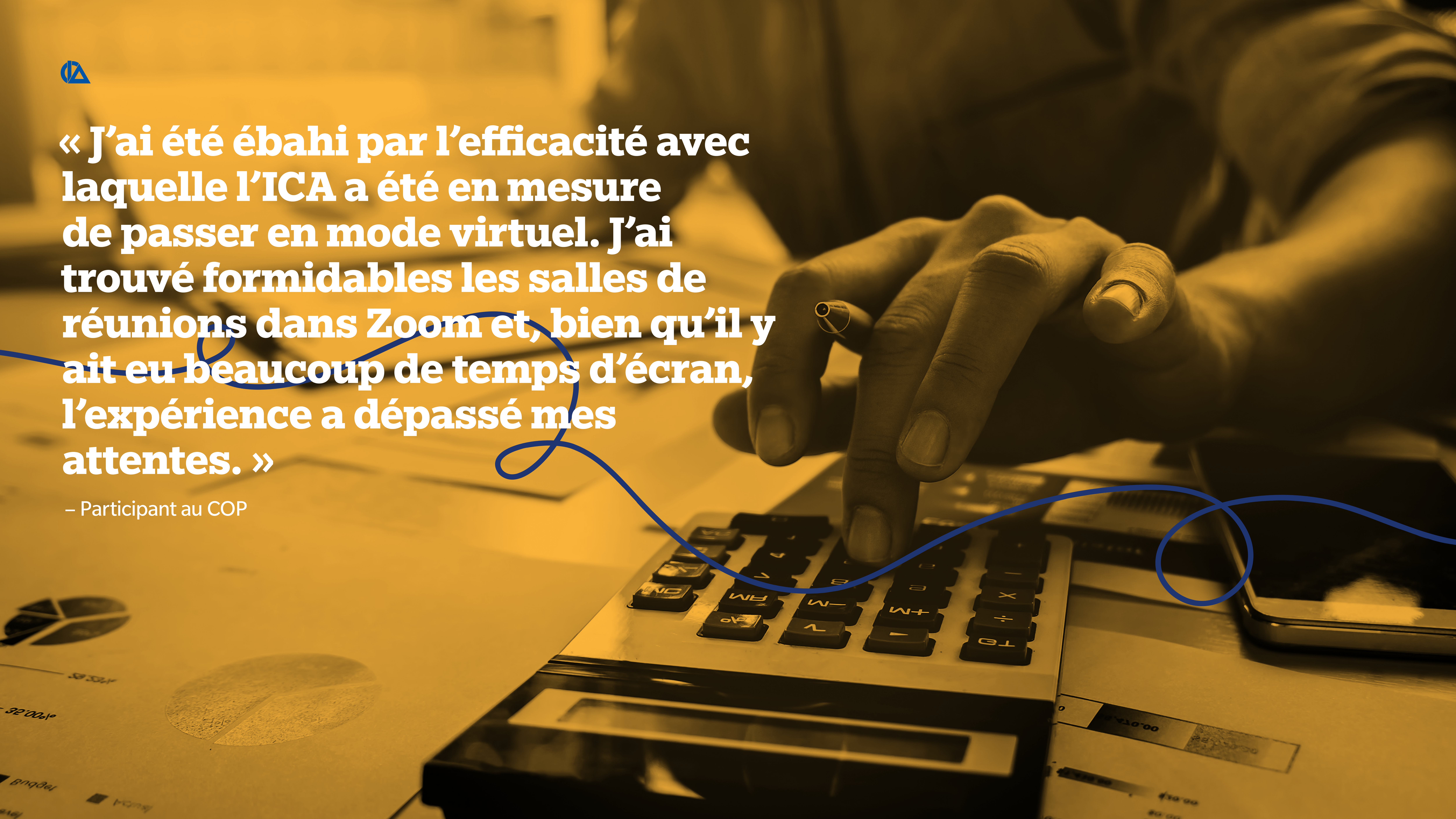
L'ICA et ses onze universités agréées continueront à travailler de concert pour préserver la rigueur pour laquelle sont reconnus l'éducation actuarielle et ceux qui l'étudient.

Tout bien considéré, la COVID-19 nous a forcés à réexaminer notre approche à l'égard de l'apprentissage. Les innovations technologiques et l'adaptation des méthodes d'évaluation se sont avérées très efficaces. Elles ont aidé les étudiants et les praticiens à s'adapter à l'évolution des exigences éducatives d'une profession en évolution.



**« J'ai été ébahi par l'efficacité avec laquelle l'ICA a été en mesure de passer en mode virtuel. J'ai trouvé formidables les salles de réunions dans Zoom et, bien qu'il y ait eu beaucoup de temps d'écran, l'expérience a dépassé mes attentes. »**

– Participant au COP





# L'expertise des actuaires, ici et ailleurs

L'un des rôles essentiels de l'ICA est de faire rayonner l'expertise des actuaires auprès du grand public, puisque leur apport aux questions de société influence la vie des gens d'ici et d'ailleurs.

## L'ASSURANCE MÉDICAMENTS PANCANADIENNE

Durant la dernière année, l'un des projets phares de l'Institut canadien des actuaires (ICA) qui reposait fortement sur l'expertise unique de ses membres a été la publication du rapport *Régime d'assurance médicaments : Y a-t-il une pilule pour ça?*. Avec cet énoncé, l'ICA et ses membres se sont prononcés à titre d'experts sur une question majeure pour la population canadienne, c'est-à-dire doit-on mettre en place une assurance médicaments pancanadienne et quelle forme doit-elle adopter. Étant donné l'importance du sujet abordé, la publication de l'énoncé a été accompagnée d'un [communiqué de presse](#), d'un [épisode pour le balado Voir au-delà du risque](#) et d'un [article des auteurs sur le blogue du même nom](#). Il y a également eu plusieurs articles dans la presse canadienne, dont une [lettre ouverte](#) dans La Presse par monsieur Bruno Gagnon, membre du Groupe de travail à thème unique.

Mais pourquoi consacrer autant de temps et d'énergie à cette question? Parce que l'ICA et ses membres tiennent à contribuer à la société en offrant une opinion experte aux gouvernements pour les aider à prendre des décisions éclairées. De plus, l'ICA ne s'est pas contenté de publier cet énoncé, il a ensuite rencontré divers acteurs du gouvernement fédéral et de certains gouvernements provinciaux pour discuter des répercussions d'un tel régime sur la population canadienne et des besoins de cette dernière. L'Institut s'est aussi entretenu avec des entités pharmaceutiques et médicales au sujet des prix et de l'accessibilité. Et il ne faut pas oublier les échanges avec assureurs, les syndicats et les employeurs concernant les structures existantes et les régimes collectifs actuels.

C'est pour cela que l'Institut a consacré plus d'un an à la rédaction de cet énoncé public et qu'il a travaillé fort afin que la publication ait lieu avant un vote de la Chambre de communes sur le sujet en février 2021. Comme le débat n'est pas terminé, l'Institut compte bien, dans l'intérêt de la population canadienne, avoir une place à la table des discussions lorsque les gouvernements et les parties prenantes approfondiront le sujet.





## RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS CIBLES AU QUÉBEC

En décembre 2020, l'Assemblée nationale du Québec a adopté le projet de [loi 68](#) pour permettre l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles. Mais avant l'adoption, la Commission des finances publiques a mené des consultations et a invité l'ICA à participer à la conversation. Bernard Morency, FICA et président de la Direction des affaires publiques de l'ICA, et Krystel Lessard, FICA et bénévole pour la rédaction du [mémoire de l'ICA sur cette question](#), ont représenté l'Institut pendant [les audiences en octobre](#).

Selon madame Lessard, il était important de se pencher sur cette question : « Malgré des changements importants aux règles de provisionnement des régimes de retraite à prestations déterminées, plusieurs promoteurs de tels régimes se sont tournés vers des régimes d'accumulation de capital, entraînant un transfert des risques vers les participants, souvent mal outillés pour gérer ces risques. Le déclin des régimes de retraite à prestations déterminées oblige donc une évolution vers des régimes qui procurent un revenu de retraite viager en permettant la mise en commun des risques. Les régimes à prestations cibles sont un pas important vers cette évolution. La gestion des risques étant un élément clé de leur réussite et leur perpétuité, les actuaires ont un rôle primordial à jouer. Il est excitant de mettre notre expertise de l'avant et de contribuer à innover. »

Parlant de retraite, l'ICA a formulé des commentaires au Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) sur l'interprétation Loi sur les normes de prestation de pension. L'Institut a envoyé ses [commentaires directement au BSIF en décembre](#).

## LES PROJETS MENÉS EN COLLABORATION

Bien évidemment, les projets de recherche sont dans l'ADN même de l'ICA. De nombreux rapports, tous plus pertinents les uns que les autres, ont été publiés cette année.

Un projet majeur de la dernière année a été le *Rapport du sondage sur les hypothèses de déchéance et de mortalité suivant le premier renouvellement pour les régimes d'assurance temporaire à prime nivelée*. La [phase 1](#) a été publiée en avril 2020 et a été le deuxième rapport le plus téléchargé de 2020. La [phase 2](#) a été publiée en décembre de la même année. Les deux phases ont été menées conjointement avec la Society of Actuaries (SOA).

Pour aborder un sujet connexe, c'est-à-dire la retraite et l'avenir d'une partie de la population canadienne, la Casualty Actuarial Society (CAS) s'est jointe à l'ICA et à la SOA pour se pencher sur les soins de longue durée. Ensemble, ils ont publié [Un cadre de gestion du risque d'entreprise pour cerner et quantifier les principales préoccupations](#) en mai 2020.

Quelques mois plus tard, l'ICA et la SOA ont également travaillé ensemble sur un autre sujet qui affectera l'avenir de nombreux Canadiens ou, plus précisément, la retraite de ceux-ci. En juillet 2020, ils ont conjointement publié la [Décision relative au début des prestations du Régime de pensions du Canada](#). Le sujet était évidemment d'un grand intérêt pour le public et a été mentionné dans plusieurs publications, y compris [Finances et investissement](#).

L'Institut et ses projets de recherche n'ont pas échappé au sujet de l'heure (et de l'année!) : la pandémie de COVID-19. Le [rapport publié en octobre 2020](#) était non seulement le premier de l'Institut à ce sujet, mais également le premier en son genre dans le monde entier. Donc, bien que le projet n'ait pas été mené en collaboration avec une autre entité actuarielle, il leur a probablement été utile en ces temps incertains. Un [deuxième rapport](#) a été publié en février 2021 sur ce sujet et d'autres ne sauraient tarder.

Un tout autre projet a attiré l'attention et fut le plus téléchargé de l'année, soit l'[Étude de mortalité : Risques normaux grande branche au Canada](#), publiée en juillet 2020.

## LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Grâce à l'adhésion de l'ICA à l'Association actuarielle internationale (AAI), les membres apportent une contribution précieuse sur le plan international. Tous les bénévoles et le personnel qui participent au volet international tiennent

beaucoup à l'AAI et s'impliquent activement pour que la profession ait une voix commune dans le monde. Grâce à l'AAI, nous parlons d'une seule voix des enjeux internationaux qui affectent la profession avec d'autres entités supranationales (International Accounting Standards Board, Organisation de coopération et de développement économiques, Association internationale des contrôleurs d'assurance, Association internationale de la sécurité sociale, etc.).

La voix de l'ICA est portée par une équipe dévouée de bénévoles qui travaille au sein des comités de l'AAI pour élaborer et maintenir des normes élevées à l'international pour la profession. Ces bénévoles ont l'avenir de la profession à cœur, surtout lorsqu'il s'agit de normes internationales, de professionnalisme et d'éducation. Nous contribuons au développement de pays étrangers et profitons de la mine de connaissances qu'ils partagent avec nous. Participer aux activités de l'AAI permet de voir les choses sous plusieurs angles et, par conséquent, d'aborder les défis de la profession selon différents points de vue.

L'Institut a pour principe directeur de faire passer l'intérêt public avant les siens ou ceux de ses membres et c'est également le cas sur la scène internationale. Par conséquent, puisque l'ICA met tout en œuvre pour respecter ce principe directeur, il est tout à fait naturel que sa réputation nationale soit mise de l'avant partout dans le monde et cela offre la possibilité d'accomplir de grandes choses pour l'intérêt public mondial.

L'influence des actuaires et de leur expertise ne cesse de grandir et les impacts sont visibles autant au Canada qu'à l'étranger. L'ICA se fait un nom dans le monde entier grâce au travail diligent de ses membres et aux contributions constantes de ses bénévoles.



**« Les régimes à prestations cibles sont un pas important vers cette évolution. La gestion des risques étant un élément clé de leur réussite et leur perpétuité, les actuaires ont un rôle primordial à jouer. Il est excitant de mettre notre expertise de l'avant et de contribuer à innover. »**

– Krystel Lessard, FICA





# Élargir et développer la pratique professionnelle

L'Institut a profité des perturbations subies en 2020 pour développer les démarches d'éducation et de recherche visant les domaines de pratique actuels et en émergence, une initiative qui vient renforcer la pertinence de l'expertise actuarielle dans les domaines traditionnels et au-delà. Depuis les régimes de retraite et les changements climatiques jusqu'à la gestion du risque d'entreprise (GRE) et le secteur bancaire, nous avons repoussé les limites de la profession.

## RÉGIMES DE RETRAITE : SE PRÉPARER POUR L'AVENIR

Environ 40 % des membres de l'ICA exercent dans le domaine des rentes et de la retraite, ce qui fait de celui-ci l'un des principaux domaines d'intérêt. Ainsi, l'Institut a conçu et publié plusieurs ressources visant à sensibiliser les membres aux changements et aux avancées concernant ce secteur.

En juillet 2020, l'ICA et la Society of Actuaries ont publié conjointement le rapport *Décision relative au début des prestations du RPC*, lequel vise à mieux éclairer les décisions des Canadiens et des Canadiennes pour qui le report des prestations du RPC pourrait améliorer la situation financière et accroître la sécurité du revenu de retraite.

À propos des conclusions du rapport, le président de l'ICA, Michel St-Germain, affirme : « Cette recherche montre que dans le contexte actuel de faible taux d'intérêt et vu les prévisions de longévité de la population en général, le report des paiements du RPC est une stratégie avantageuse sur le plan financier. Elle constitue également un excellent exemple de la mission de l'ICA, qui consiste à faire progresser la science actuarielle et ses applications pour le bien-être de la société. »

Nous avons également apporté l'an dernier des modifications aux règles régissant le calcul de la valeur actualisée des rentes. Sous la gouverne du Conseil des normes actuarielles, on a annoncé en janvier des modifications au *Chapitre 3000 - Régimes de retraite des Normes de pratique*, lesquelles sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2020.

Dans le cadre d'un épisode du balado *Voir au-delà du risque*,





Gavin Benjamin, FICA et président du groupe désigné chargé de superviser les modifications, a parlé des mises à jour apportées en exposant les fondements de ces dernières et en expliquant la façon dont sont appliqués les calculs.

L'ICA a aussi préparé une fiche d'information intitulée **Valeur actualisée des rentes**, une ressource qui présente aux lecteurs une vue d'ensemble pour :

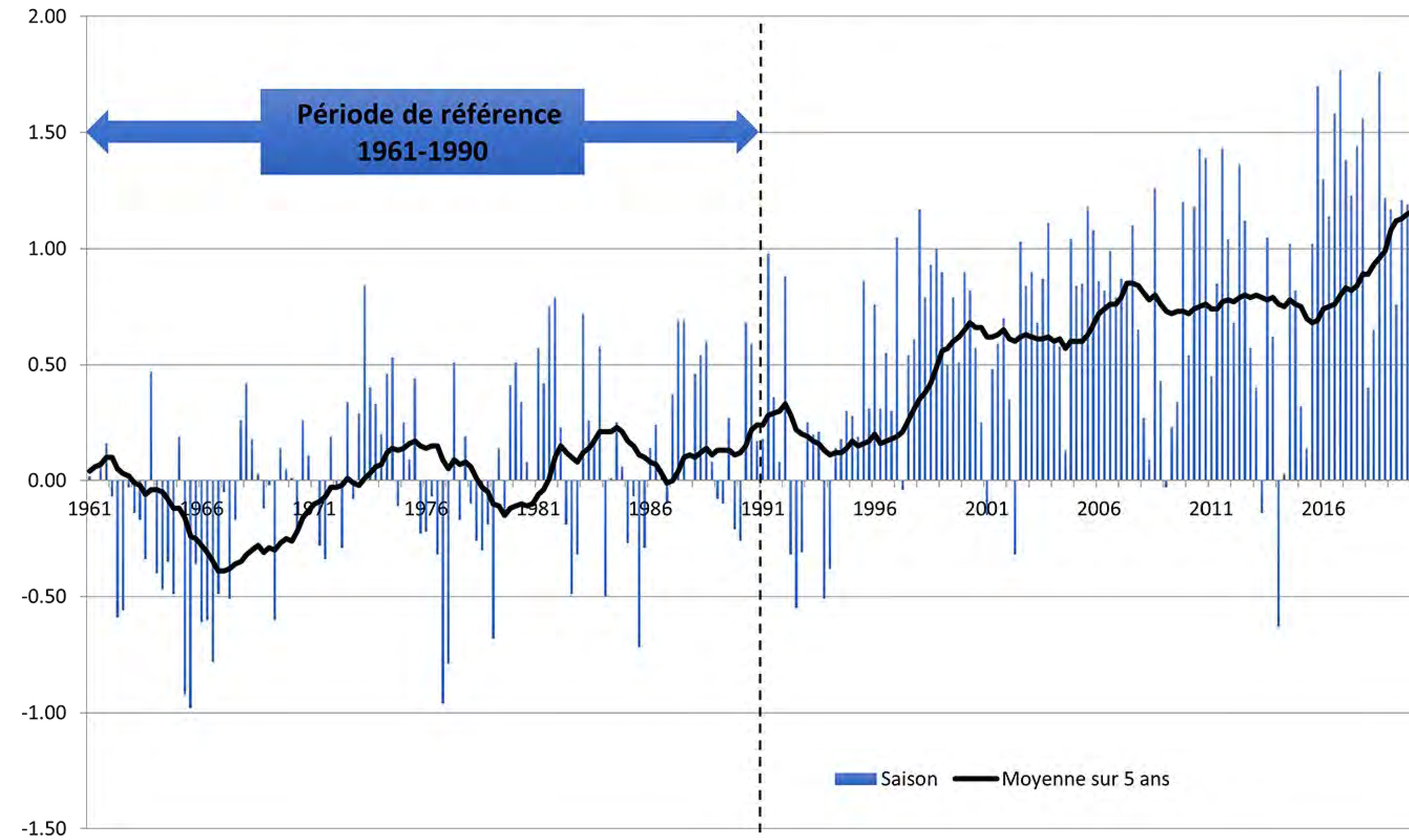
- Établir des estimations pour déterminer une valeur actualisée;
- Garantir que le calcul de la valeur actualisée est juste et cohérent;
- Expliquer les mises à jour récentes des calculs.

## RISQUES CLIMATIQUES : IL EST TEMPS D'AGIR

Vu l'importance établie des probabilités selon lesquelles les risques climatiques influent sur les choix en matière de placement, les actuaires possèdent non seulement l'expertise nécessaire pour contribuer à évaluer les risques et mesurer leurs répercussions, mais ils en ont la responsabilité. Par conséquent, l'Institut se doit de veiller à ce que ses membres disposent des ressources nécessaires pour se tenir à jour en la matière.

Afin d'évaluer l'étendue de la sensibilisation à l'égard des changements climatiques et les besoins des praticiens parmi les actuaires canadiens et leurs entreprises respectives, la Commission sur les changements climatiques et la viabilité (CCCV) de l'ICA a publié un sondage à l'intention des membres en 2019 et 2020.

## Indice climatique actuariel - Etats-Unis et Canada



« Nous souhaitons également mieux comprendre les besoins des membres de l'ICA en matière d'information ou de conseils que pourrait fournir l'ICA sur les risques liés aux changements climatiques », affirme Christine Bisson-Roberge, AICA, membre de la CCCV.

**Les résultats** du sondage indiquent que moins du tiers des répondants ou de leurs entreprises tiennent compte des risques émergents. Toutefois, la majorité des répondants estiment que des conseils et l'éducation relatifs à l'importance des risques liés aux changements climatiques pourraient être utiles aux fins de la divulgation de ces derniers.

Madame Bisson-Roberge décrit plus amplement les constatations du sondage de 2019 dans le cadre d'un **balado** Voir au-delà du risque en expliquant que « le sondage révèle des lacunes quant à la compréhension de l'incidence des risques associés aux changements climatiques et de sa prise en compte dans tous les domaines de pratique actuarielle, et il est donc crucial d'élaborer des conseils actuariels. »

À la lumière de ces résultats, la CCCV s'est engagée à combler les lacunes en matière de connaissances, d'information et de conseils en assurant auprès des membres une meilleure communication en la matière au moyen d'un

nouveau **document sur les ressources se rapportant à la pratique** et de webémissions au cours de l'année à venir.

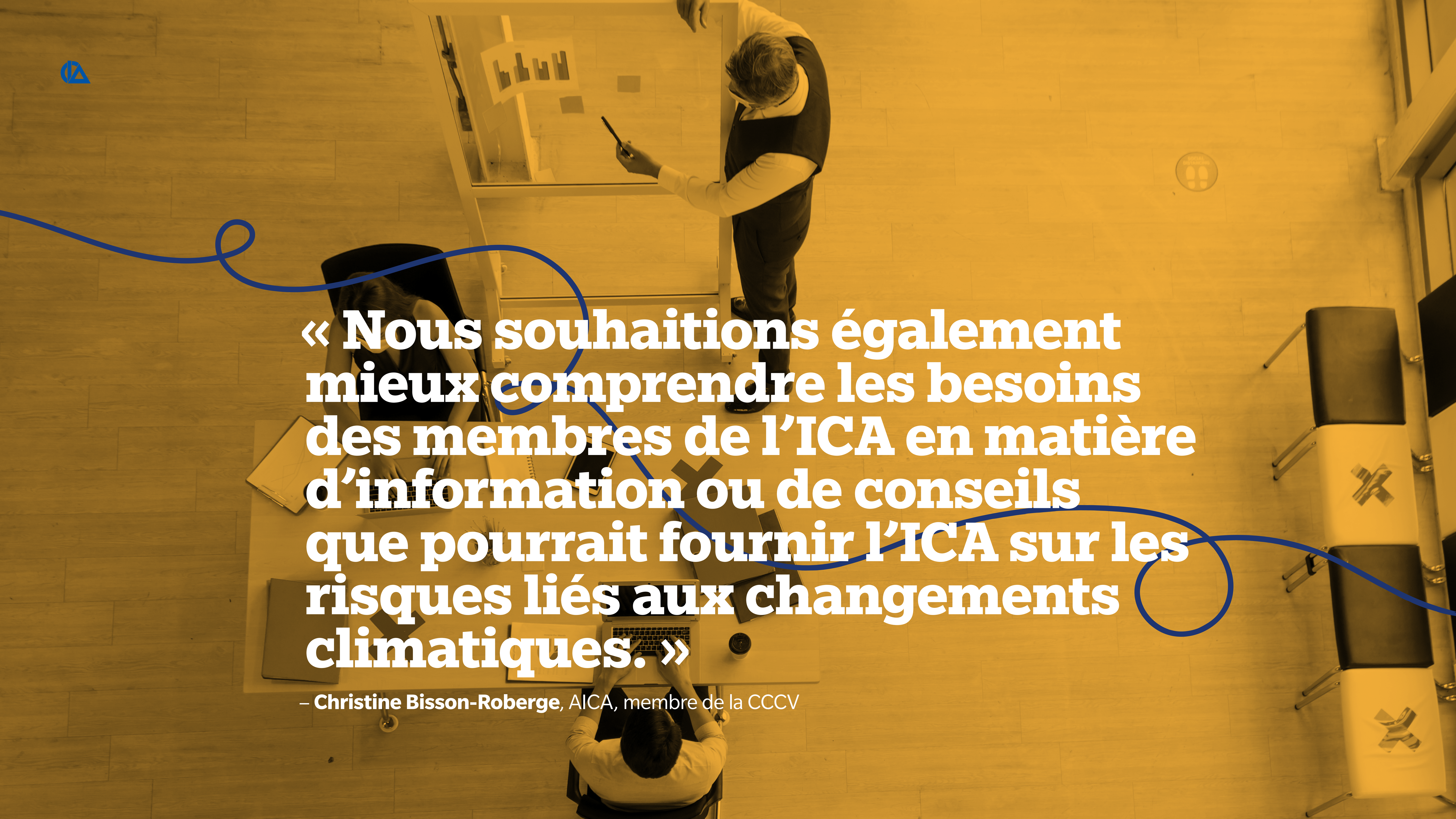
La publication de données trimestrielles de l'**Indice actuariel climatique (IAC)**, un outil éducatif visant à informer les actuaires, les responsables des politiques et le public au sujet des tendances climatiques au Canada et aux États-Unis, constitue une autre contribution utile de l'Institut à cet égard.

Tout au long de l'année 2020, la moyenne mobile sur cinq ans a continué d'**atteindre de nouveaux sommets**. Cette tendance observée sur dix trimestres consécutifs représente une variabilité accrue pour le risque de marché. Vu l'importance de ces données, l'IAC constitue un outil utile pour étayer les politiques et évaluer les répercussions du climat sur les entreprises.

Les organismes mondiaux de réglementation en assurance encouragent l'industrie à mieux comprendre et gérer les risques financiers associés aux changements climatiques, et le Canada entame également le processus.

L'ICA a exprimé son **soutien** aux huit principales caisses de retraite du Canada dans leur appel aux entreprises afin qu'elles augmentent leur divulgation des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), en accord avec le cadre proposé par le Sustainability Accounting Standards Board et le Task Force on Climate-related Financial Disclosures.

« La période pendant laquelle les entreprises et les gouvernements canadiens travaillent à rebâtir l'économie offre un contexte propice pour instaurer la transparence dans les mécanismes d'information financière et les exigences de divulgation », affirme Michel St-Germain, président de l'ICA. « L'amélioration de la divulgation et l'adoption de normes communes en ce qui concerne les



**« Nous souhaitons également mieux comprendre les besoins des membres de l'ICA en matière d'information ou de conseils que pourrait fournir l'ICA sur les risques liés aux changements climatiques. »**

– Christine Bisson-Roberge, AICA, membre de la CCCV





rapports financiers sont des mesures qui permettent aux actuaires de mieux évaluer l'incidence financière des risques ESG sur les sociétés d'assurance et les régimes de retraite, maintenant et sur un horizon lointain. »

## LA GRE ET LE SECTEUR BANCAIRE : TAILLER NOTRE PLACE

L'adaptation nécessite de prendre des risques et, pour les actuaires, cela peut se traduire par l'intégration de domaines de pratique non traditionnels tels que le secteur bancaire ou la GRE.

Cette dernière, qui ne se limite plus à l'évaluation des risques financiers, analyse maintenant les risques de répercussions sur l'entreprise (risques réputationnels et opérationnels), et les organisations font appel aux actuaires à cette fin.

Depuis l'atténuation des risques lorsqu'ils se présentent jusqu'à la constitution d'une équipe d'intervention en situation de pandémie, la COVID-19 n'est qu'une des situations dans lesquelles les actuaires mettent en application leur expertise en modélisation pour fournir des éclairages et des solutions.

L'analyse prédictive est un autre dérivé de ce domaine, de même que la notion selon laquelle la science des données et la science actuarielle, toutes deux multidisciplinaires dans leur approche, présentent de nombreuses similarités. En relevant ces dernières, on constate la mesure dans laquelle ces deux disciplines requièrent que leurs praticiens possèdent une compréhension approfondie des processus opérationnels sous-jacents et une solide connaissance du domaine pour s'acquitter de leurs fonctions avec succès. En ayant une compréhension plus approfondie de la science des données, les actuaires pourraient tirer profit des résultats de celle-ci dans leur travail et y trouver d'autres utilités.

Le secteur bancaire est un autre domaine qui présente d'intéressantes possibilités pour les actuaires. Compte tenu de la remise en question grandissante des modèles bancaires traditionnels, l'expertise actuarielle est de plus en plus sollicitée. Pourtant, il demeure difficile de combler les lacunes.

Le secteur bancaire est le domaine de pratique qui connaît l'émergence la plus rapide pour la profession actuarielle au Canada et nous visons par conséquent

à fournir à nos membres les outils et l'information dont ils ont besoin pour l'intégrer. À cette fin, on a créé la page Web intégrer le secteur bancaire, une liste de ressources colligée par des praticiens du domaine à l'intention des personnes qui souhaitent en savoir plus au sujet de la valeur ajoutée qu'apportent les actuaires et du développement de la carrière dans le secteur bancaire.

L'Association nationale des étudiants en actuariat (ANÉA) a joué un rôle déterminant dans cette campagne en présentant une séance d'information au sujet des actuaires dans le secteur bancaire à l'occasion de son congrès ANÉA 2021. Au moyen d'exemples réels et d'un exposé, on a démontré la façon dont on utilise plus couramment les compétences, les connaissances et les concepts actuariels traditionnels dans les domaines en émergence.

La transférabilité des compétences actuarielles dans le domaine des affaires est indéniable. L'application de l'expertise de la profession en matière d'atténuation des risques peut permettre aux actuaires de tirer profit de failles existantes et d'exploiter les risques possibles au profit de toute organisation, quel que soit le secteur.

## IFRS 17 : SE PRÉPARER AU CHANGEMENT

En 2023, les sociétés d'assurance du Canada se joindront à celles du reste du monde qui sont régies par les nouvelles normes visant les états financiers. En prévision de ce changement important, le Conseil des normes actuarielles et de nombreux groupes au sein de l'ICA travaillent depuis un bon moment avec diligence afin de soutenir les actuaires dans cette transition.

Le Blogue sur la norme IFRS 17 (connexion requise) a été un outil précieux dans le cadre de cette démarche d'information, notamment à titre de répertoire pour tout ce qui concerne l'IFRS 17, dont les notes éducatives, les liens vers des sites web et les mises à jour des commissions.

Plusieurs séances présentées à l'occasion du Congrès act20, événement annuel phare de l'ICA, se sont penchées sur des sujets tels que :

- **Considérations pratiques concernant la gestion des risques liés aux rentes variables en vertu de la norme IFRS 17**

- **L'impact de l'IFRS 17 sur le rôle de l'actuaire**
- **IFRS 17 – Défis à prévoir pour les actuaires lors de futurs audits**
- **Matériel d'orientation en évolution pour l'IFRS 17.**

L'Institut s'est également entretenu avec des organismes de réglementation tels que le Bureau du surintendant des institutions financières et l'Autorité des marchés financiers afin de s'assurer de la compréhension commune de la façon dont la nouvelle norme sera mise en œuvre.

La norme IFRS 17 actualisée donnera vraisemblablement lieu à des difficultés de mise en œuvre supplémentaires, mais il importe que les assureurs aillent de l'avant. Grâce à des ressources internes et externes appropriées, nous sommes confiants que les entreprises et les actuaires seront bien préparés pour commencer à se conformer à l'IFRS 17 aux fins de la présentation des rapports en 2023.

« La période pendant laquelle les entreprises et les gouvernements canadiens travaillent à rebâtir l'économie offre un contexte propice pour instaurer la transparence dans les mécanismes d'information financière et les exigences de divulgation. »

– **Michel St-Germain**, FICA, président de l'ICA



# Une profession actuarielle orientée vers le mieux-être de la collectivité

« Le défi de toutes les organisations professionnelles, c'est de gérer la tension entre l'intérêt du public et les intérêts professionnels de ses membres », explique Michel Simard, directeur général de l'ICA. Dans la conduite de ses activités et de ses programmes, l'Institut applique son premier principe directeur, soit de faire passer l'intérêt du public avant les besoins de la profession et de ses membres. Qu'il s'agisse de parfaire la norme de qualification, de réviser les normes de pratique ou de s'assurer du respect des Règles de déontologie par ses membres, l'Institut travaille continuellement dans l'intérêt public.

Cette année a aussi marqué un tournant pour l'Institut en ce qui a trait à la diversité et l'inclusion. Quels gestes ont été posés concrètement par l'Institut en 2020 pour tenir son engagement envers la population? Ou comme le résume si bien Michel : « Qu'avons-nous fait pour orienter la force et la puissance intellectuelles de la profession actuarielle vers le mieux-être de l'ensemble »?

## DES MÉCANISMES CONSTAMMENT RAFFINÉS

Pour garantir que l'intérêt public demeure au premier plan de la profession actuarielle, l'Institut a adopté plusieurs changements au niveau de sa structure de gouvernance en 2019 qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Une nouvelle impulsion a ainsi été donnée avec la création du [Conseil de](#)

[surveillance de la profession actuarielle \(CPSA\)](#). Composé de 15 personnes expérimentées, provenant à la fois des rangs de la profession et de l'extérieur, le CSPA est chargé d'assurer une surveillance indépendante et objective du [Conseil des normes actuarielles](#), du [Conseil sur le professionnalisme et la supervision des titres de compétence \(CPSTC\)](#), du [Conseil de déontologie](#) et du [Groupe de candidats à un tribunal](#).

Pour le CSPA, l'année 2020 a été consacrée à établir les fondements de son bon fonctionnement. « Il y a tout un travail en arrière-plan qui a été effectué pour mettre au point nos mécanismes qui nous donneront la capacité de mettre davantage l'accent sur les questions clés liées au professionnalisme au sein de l'Institut en 2021 » explique Lynn Blackburn, directrice, pratique professionnelle et gouvernance à l'ICA.

Sous la gouverne du CSPA, les bénévoles du Conseil sur le professionnalisme et la supervision des titres de compétence ont travaillé à peaufiner la

norme de qualification en matière de perfectionnement professionnel continu (PPC). Les membres de l'ICA ont été consultés à la fin de l'été 2020 concernant les précisions apportées à la norme de qualification. Au mois de novembre 2020, le CPSTC a publié les modifications finales et la nouvelle version est entrée en vigueur en janvier 2021. Les critères d'exemptions pour les membres retraités qui rendent des services professionnels de façon occasionnelle ou bénévole ont notamment été précisés. Dans le but de protéger le public, un membre retraité qui siège à un conseil d'administration et qui donne des conseils de nature financière, par exemple, doit se conformer aux exigences de la norme de qualification en matière de PPC. La description des exigences de base en matière de professionnalisme a également changé en 2020 et les membres sont tenus de compléter le nouveau module obligatoire sur le professionnalisme.

En ce qui a trait à la norme de qualification en matière de PPC, une vérification a été effectuée auprès de 3 % des membres. En matière de discipline, le



Conseil de déontologie (CD) a publié son Rapport de discipline en novembre 2020. Suivant le dépôt d'une plainte, le CD procède à un examen de celle-ci. Il peut constituer une équipe pour mener une enquête et, si nécessaire, mettre en place un processus disciplinaire. Depuis le dernier rapport, le CD a examiné sept affaires contre douze Fellows, associés ou affiliés.

Le rapport de discipline qui suit donne un aperçu des décisions concernant les affaires disciplinaires examinées par le CD (et ses prédécesseurs) depuis 1992.

## LA DIVERSITÉ ET INCLUSIVITÉ : UN ENJEU D'INTÉRÊT PUBLIC

L'année 2020 aura été aussi marquée par des événements tragiques attribuables aux inégalités sociales. Les médias sociaux ont permis d'accroître la sensibilisation à ces problématiques et engendré une prise de conscience à l'échelle planétaire. C'est dans ce contexte que l'Institut a entamé une réflexion sur la diversité, l'équité et l'inclusivité. En juin 2020, la présidence de l'ICA a publié la lettre « [Agir pour la diversité](#) » afin de partager sa vision de l'inclusivité à l'ICA. Le Conseil d'administration a également mis sur pied un groupe de travail sur la diversité et réitéré la volonté de l'Institut à entreprendre une démarche proactive afin que tous aient accès aux mêmes possibilités : « Nous ne pouvons garder les bras croisés tandis que des membres de notre communauté, nos amis, nos collègues ou nos familles font face à de la discrimination en raison de leur race, religion, genre, orientation sexuelle ou pour toute autre raison. » – la présidence de l'ICA 2020-2021

L'Institut a fait équipe avec les experts de Diversio, une entreprise canadienne spécialisée en analytique de données qui soutient des organisations souhaitant devenir plus inclusives, afin de sonder ses membres et mesurer [la diversité et l'inclusion au sein de l'ICA](#). En s'appuyant sur les résultats de ce sondage, l'Institut a été en mesure de pousser sa réflexion et d'élaborer un plan d'action. Ce

plan comprend l'examen de nos politiques, la formation au personnel, l'offre de ressources aux membres et un engagement envers la formation continue.

L'ICA est résolu à s'assurer que les valeurs de diversité, d'équité et d'inclusion soient intégrées dans ses services. L'Institut est maintenant un fier employeur partenaire du Centre canadien pour la diversité et l'inclusion, une référence fiable pour les organisations canadiennes. Une formation a été offerte à l'effectif cet automne. Nous avons entamé le travail nécessaire pour adapter nos communications, notamment en ce qui a trait à la rédaction neutre et la représentation des minorités. De même, le service d'éducation travaille actuellement à l'intégration de la diversité et de l'inclusivité dans l'ensemble de nos programmes. « Nous abordons les notions de diversité, d'équité et d'inclusivité dans le Cours orienté vers la pratique et dans notre contenu sur le professionnalisme afin d'accroître la sensibilisation sur ces enjeux », précise Alicia Rollo, directrice, éducation et affaires internationales à l'ICA. « Nos commissions chargées de l'organisation des colloques spécialisés et du congrès annuel de l'ICA prennent aussi en considération les enjeux liés à la diversité dans nos programmes et elles travaillent à accroître la diversité de nos conférenciers. »

## DES SYNERGIES AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS POUR ACCÉLÉRER LE CHANGEMENT

Nous sommes aussi à explorer des occasions de partenariat susceptibles d'accélérer le changement dans notre société. Au début de 2021, nous avons entamé une démarche auprès des universités canadiennes afin d'en apprendre davantage sur leurs initiatives de diversité, d'équité et d'inclusion et de voir de quelle façon nous pouvions les appuyer pour veiller à ce que l'ICA de demain fasse place à la diversité. « Nous aimerions trouver des occasions de collaboration pour favoriser une plus grande diversité dans la population des actuaires au

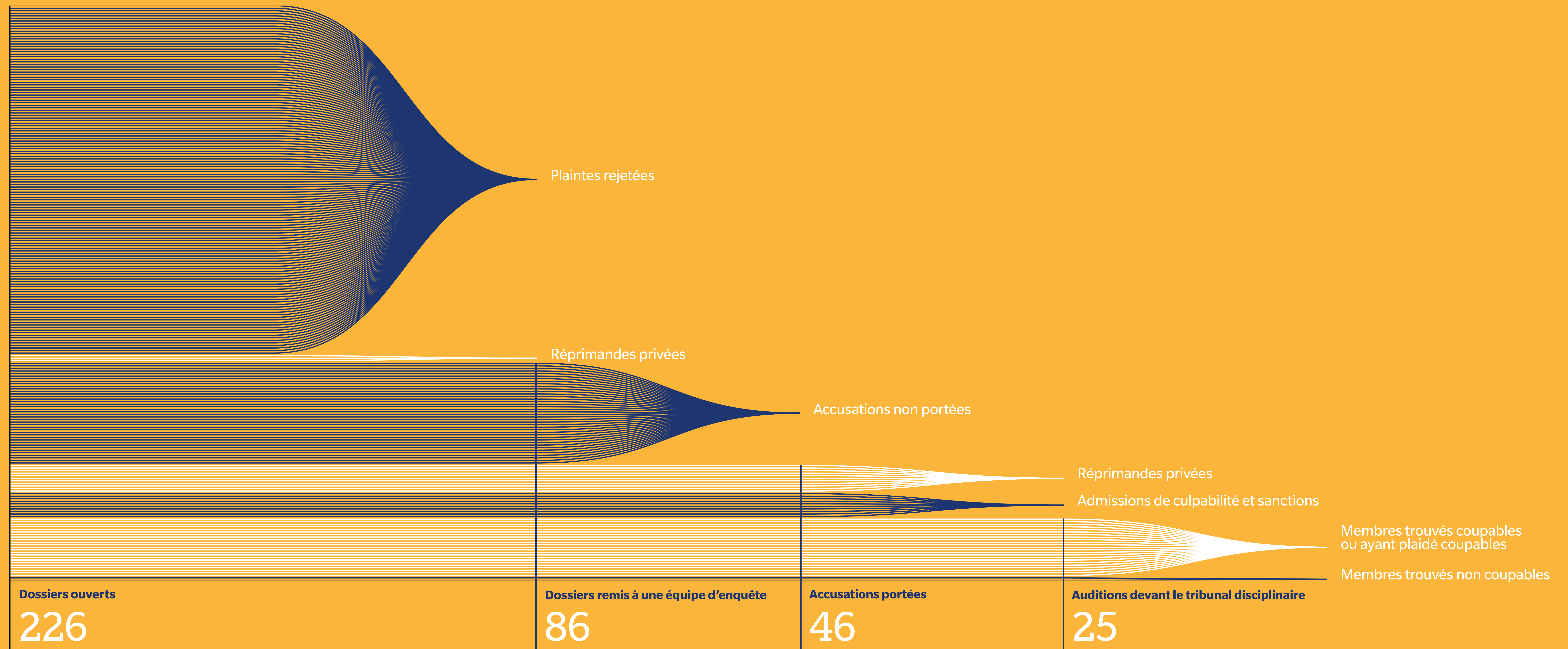
Canada », explique madame Rollo. Cela signifie de trouver des occasions pour entrer en communication avec les jeunes partout au Canada dans le cadre de journées de carrière, de tirer profit des nouvelles technologies et de créer des campagnes comme [Fais le calcul](#). De façon idéale, ces initiatives nous aideront à joindre des jeunes de situations économiques ou d'origines culturelles qui sont sous-représentées parmi nos membres, y compris les jeunes Autochtones.

Nous avons également tissé des liens avec l'International Association of Black Actuaries (IABA) et souhaitons poursuivre notre travail avec eux pour améliorer l'équité au sein de la profession actuarielle. À cet effet, dans le cadre du Mois des de l'histoire des Noirs, nous avons discuté avec Gloria Asare, superviseure à l'IABA, et publié [ses réflexions](#) sur les défis auxquels sont confrontés la communauté noire. Pour la Journée internationale des femmes, de concert avec l'IFoA et la CAS, nous avons participé à la campagne #Choosetochallenge pour souligner la contribution des [femmes actuaires dirigeantes](#) à l'échelle planétaire. Nous sommes persuadés que la mise en commun de ressources et d'efforts avec d'autres institutions nous permettra d'avoir une plus grande portée.



# Rapport de discipline

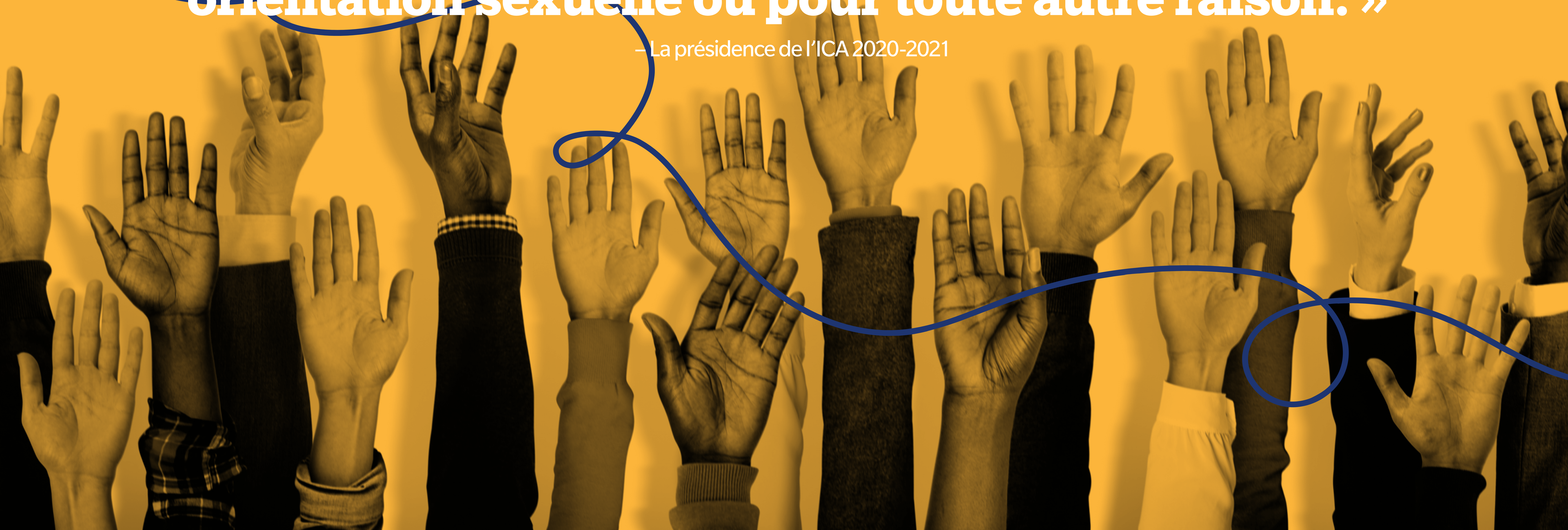
Tous les cas depuis 1992





**« Nous ne pouvons garder les bras croisés tandis que des membres de notre communauté, nos amis, nos collègues ou nos familles font face à de la discrimination en raison de leur race, religion, genre, orientation sexuelle ou pour toute autre raison. »**

– La présidence de l'ICA 2020-2021





# États financiers résumés



Tel: 613 237-9331  
Fax: 613 237-9779  
www.bdo.ca

BDO Canada LLP  
180 Kent Street  
Suite 180  
Ottawa, ON K1P 0B6

---

## Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés

---

Aux membres de l'Institut canadien des actuaires

### Opinion

Les états financiers résumés, qui comprennent l'état résumé de la situation financière au 31 mars 2021 et l'état résumé des résultats pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que la note annexée, sont tirés des états financiers audités de l'Institut canadien des actuaires (ICA) pour l'exercice terminé le 31 mars 2021.

À notre avis, les états financiers résumés ci-joints constituent un résumé fidèle des états financiers audités, conformément sur la base décrite dans la note 1.

### États financiers résumés

Les états financiers résumés ne contiennent pas tous les états et toutes les informations requises par les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. La lecture des états financiers résumés et du rapport de l'auditeur sur ceux-ci ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités et du rapport de l'auditeur sur ces derniers.

### Les états financiers audités et notre rapport sur ces états

Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur les états financiers audités dans notre rapport daté du 14 juin 2021.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation des états financiers résumés, sur la base des critères décrits dans la note 1.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers résumés constituent un résumé fidèle des états financiers audités, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés.

*BDO Canada s.r.l./LLP*

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés  
Ottawa (Ontario)  
Le 14 juin 2021



**État résumé de la situation financière au  
31 mars 2021 et comparaisons pour 2020**

	<b>2021</b> (\$ 000s)	<b>2020</b> (\$ 000s)
<b>Actif</b>		
Court terme		
Encaisse	\$ 1 204	\$ 962
Débiteurs	57	30
Frais payés d'avance	379	422
Placements	978	901
	2 618	2 315
Placements	6 693	5 932
Immobilisations corporelles et actifs incorporels	401	558
	<b>\$ 9 712</b>	<b>\$ 8 805</b>
<b>Passif</b>		
Court terme		
Créditeurs et frais courus	\$ 745	\$ 760
Produits reportés	1 222	1 108
	1 967	1 868
<b>Actif net</b>		
Investi en immobilisations corporelles et actifs incorporels	401	558
Grevé d'affectation interne - tribunaux disciplinaires	308	497
Grevé d'affectation interne - recherche	496	540
Non affecté	6 540	5 342
	<b>\$ 9 712</b>	<b>\$ 8 805</b>

Les états financiers résumés sont tirés des états financiers complets audités, qui ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, en date du 31 mars 2021 et pour l'exercice terminé à cette date.

La préparation de ces états financiers résumés exige la direction de déterminer l'information qui doit être présentée afin qu'ils soient constants, dans tous leurs aspects

significatifs avec, ou qu'ils représentent un juste résumé, des états financiers audités.

La direction a préparé ces états financiers résumés en utilisant les critères suivants :

- a) les états financiers résumés comprennent l'état de la situation financière et l'état des résultats;
- b) la direction a déterminé que les états de l'évolution de l'actif

**État résumé des résultats pour l'exercice terminé le  
31 mars 2021 et comparaisons pour 2020**

	<b>2021</b> (\$ 000s)	<b>2020</b> (\$ 000s)
<b>Produits</b>		
Cotisations des membres	\$ 5 957	\$ 5 774
Réunions et colloques	826	1 720
Produits de placements nette	847	142
Publicité et divers	70	74
	7 700	7 710
<b>Charges</b>		
Réunions et colloques	584	1 147
Salaires et avantages sociaux des employés	3 371	3 247
Loyer et charges de fonctionnement	419	421
Honoraires professionnels	559	549
Remboursements de frais de voyages, frais de réunions et prix aux bénévoles	63	595
Impression, traduction, merchandising et l'image de marque	312	240
Fournitures et services	299	228
Dotation en personnel, déplacements et divers	367	420
Recherche - études et sondages	475	352
Tribunaux disciplinaires	442	253
	6 891	7 452
<b>Excédent des produits sur les charges</b>	<b>\$ 809</b>	<b>\$ 258</b>

net et des flux de trésorerie ne donnent pas d'information additionnelle utile alors, ils ne sont pas inclus dans les états financiers résumés;

- c) l'information dans les états financiers résumés correspond avec l'information dans les états financiers complets audités, incluant les informations comparatives et tous les sous-totaux et totaux importants; et

- d) dans tous leurs aspects significatifs, les états financiers

résumés contiennent l'information nécessaire pour éviter de fausser ou masquer les éléments divulgués dans les états financiers complets audités.

Les copies des états financiers audités au 31 mars 2021 sont disponibles sur notre [site Web](#).



© 2021 Institut canadien des actuaires

Institut canadien des actuaires  
360, rue Albert, bureau 1740  
Ottawa, ON K1R 7X7  
613-236-8196  
[siege.social@cia-ica.ca](mailto:siege.social@cia-ica.ca)

[cia-ica.ca](http://cia-ica.ca)



L'Institut canadien des actuaires (ICA) est l'organisme bilingue national et le porte-parole de la profession actuarielle au Canada. Nos membres se vouent à fournir des services et des conseils actuariels de la plus haute qualité. L'Institut place l'intérêt public avant les besoins de la profession et de ses membres.